ELECTIONS AFSP 2026

Renouvellement partiel du Conseil d'administration

LIVRET DES CANDIDATURES



ELECTIONS AFSP 2026

Renouvellement partiel du Conseil d'administration

LISTE DES CANDIDAT·E·S

Le renouvellement des membres individuels élus au CA de l'AFSP a lieu par moitié tous les deux ans. **À l'automne 2026, 13 mandats au CA seront renouvelés,** 12 mandats de 4 ans étant arrivés à expiration suite à l'élection de 2022 et un mandat de 2 ans s'étant libéré suite à la démission d'une membre du CA élue en 2024.

Du 16 novembre au 25 novembre 2026, les membres de l'AFSP à jour de leur cotisation annuelle au 15 octobre 2026 voteront en ligne pour le renouvellement partiel des membres du CA de l'Association Française de Science Politique.

Pour cette élection, 16 membres de l'association se sont porté·e·s candidat·e·s.

Pour chacun·e d'entre eux vous pourrez consulter dans ce livret la profession de foi et le curriculum vitae.

CANDIDAT·E·S PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE :

- **AMBROSETTI David**
- **BARRAULT-STELLA Lorenzo**
- **BAZIN Anne**
- **BOUDOU Benjamin**
- **CANIHAC Hugo**
- **CODACCIONI Vanessa**
- **DECHÉZELLES Stéphanie**
- **FROZEL BARROS Natália**
- **GRAVIER Magali**
- **GUYON Stéphanie**
- **LECHAUX Bleuwenn**
- **LEPONT Ulrike**
- **LÉVÊQUE Sandrine**
- **MAHÉ Anne-Laure**
- **PASSARD Cédric**
- **SAWICKI Frédéric**

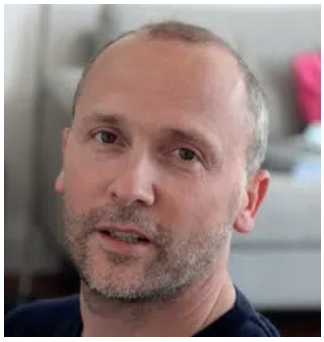


ELECTIONS 2026

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **David AMBROSETTI**



David Ambrosetti est chargé de recherche au CNRS, directeur du laboratoire Les Afriques dans le monde (LAM) et enseignant à Sciences Po Bordeaux.

Profession de foi

Ma candidature au Conseil d'administration de l'AFSP se fonde d'abord sur une expérience de recherche nourrie par la sociologie politique, les relations internationales et les études africaines. Cette expérience m'a rendu sensible à la diversité des terrains et des méthodes dans notre profession, et à tout ce qu'apportent ces perspectives « décentrées » qui interrogent le politique.

Après dix années d'engagement dans des missions d'intérêt collectif dans le champ des études africaines, et notamment dans l'administration de la recherche au CNRS en lien avec ses partenaires (IEP, IRD, MEAE, Universités), les défis auxquels les sciences sociales sont confrontées m'apparaissent sur une base plus concrète, en particulier quand elles enquêtent sur ces objets et terrains plus lointains, inscrits dans des séquences historiques qui ne peuvent être ignorées. De cette expérience, je retiens également la pluralité des audiences auxquelles la science politique s'adresse, au-delà de son champ de spécialité.

Ma conviction est que nos instances collectives sont mises à mal, du fait de fortes tendances à la verticalité qui s'expriment aujourd'hui largement, alors même que ces instances jouent un rôle essentiel pour assoir (« horizontalement ») la place de la recherche dans la société, pour une recherche qui contribue à faire société. J'espère pouvoir poursuivre cet engagement dans le collectif au sein du Conseil d'administration de l'AFSP, dans les services que notre association fournit à notre communauté comme dans les orientations qu'elle contribue à définir face à un environnement institutionnel particulièrement instable.

Curriculum Vitæ

David Ambrosetti est docteur en science politique du Centre d'étude d'Afrique noire (CEAN) à Sciences Po Bordeaux, chargé de recherche au CNRS depuis 2007. Ses travaux portent sur les pratiques diplomatiques en politique étrangère et dans les organisations internationales (ONU, Union africaine), dans le domaine de la paix et la sécurité sur le continent africain en particulier. Il a publié deux monographies, un ouvrage collectif, et plusieurs articles, chapitres et communications sur ces objets. Il a enseigné à l'Université de Montréal (2006-2007, en postdoc au CÉRIUM), l'Université libre de Bruxelles (REPI, 2008-2010), l'Université de Nanterre (2011-2014), Sciences Po Lille (2011), l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2012-2014), et enfin Sciences Po Bordeaux (2018-). Il a siégé au CNU section 04 puis à la section 40 (aujourd'hui 43) du CoNRS. Entre 2008 et 2014, il a siégé dans les comités de rédaction des revues Cultures & Conflits et Politique africaine, et a été co-rédacteur en chef de «PolAf» aux côtés de Didier Péclard (2013-2014). De 2014 à 2018, il a dirigé le Centre français des études éthiopiennes à Addis-Abeba (CNRS / MEAE), assurant notamment la direction des publications des Annales d'Éthiopie et de la collection Corne de l'Afrique contemporaine sur OpenEdition. Depuis 2021, il dirige le laboratoire Les Afriques dans le monde (LAM, co-tutelles Sciences Po Bordeaux, CNRS, Université Bordeaux Montaigne, IRD, Université de Bordeaux), aux côtés de Marième N'Diaye, directrice adjointe, et Karine Bassoulet, administratrice. Il participe également à l'animation du GIS Afriques du CNRS (depuis janvier 2022, aux côtés de Hervé Pennec et de Stéphanie Lima) et de l'AEGIS (l'association européenne des études africaines, dont il est membre du board depuis 2019). Ses mandats à la direction du GIS Afriques et à celle du laboratoire LAM prendront fin respectivement en décembre 2026 et décembre 2027. Enfin, il participe à l'animation de l'axe Afrique du programme Decript (porté par l'INALCO, 2025-2032). Il est affilié au SNCS.

ELECTIONS 2026

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **Lorenzo BARRAULT-STELLA**

Lorenzo Barrault-Stella est directeur de recherche au CNRS, membre du laboratoire CRESPPA à l'Université Paris 8 et à l'Université Paris Ouest Nanterre.



Profession de foi

Je présente ma candidature au Conseil d'administration de l'AFSP avec une double motivation : d'une part, poursuivre les chantiers engagés ces dernières années au sein du Bureau de l'Association ; d'autre part, concourir aux initiatives collectives qui vont se déployer dans un contexte d'illibéralisme potentiellement croissant.

Sur le premier plan, je suis depuis 2025 membre du Bureau de l'Association et en charge des échanges relatifs aux groupes de recherche et aux activités scientifiques de l'AFSP. L'enjeu est de soutenir de manière inclusive le pluralisme de la science politique et d'accentuer le dialogue déjà engagé entre les sous-disciplines et les institutions qui la constituent. Il s'agit dans le même temps de contribuer à faire dialoguer des programmes de recherche trop souvent élaborés en silo au sein de différents champs de la discipline tout en favorisant l'émergence d'agendas de recherche renouvelés, à la fois interdisciplinaires et inscrits dans les discussions internationales. Les actions entreprises collectivement ces derniers mois au sein de l'Association et du Conseil d'administration méritent d'être poursuivies.

Sur le second plan, l'hypothèse d'un accroissement des remises en cause de l'activité scientifique et des libertés académiques – entre autres – est malheureusement plus que d'actualité. Les associations professionnelles et sociétés savantes comme l'AFSP doivent prendre leur part d'engagement sur ces enjeux vitaux pour les régimes démocratiques. L'Association a déjà déployé plusieurs initiatives en ce sens ces dernières années, que je souhaite contribuer à soutenir encore plus activement, en lien avec les autres associations professionnelles en France comme à l'étranger, les syndicats et organisations des personnels de différents statuts (en premier lieu les collègues non titulaires), et les institutions de l'enseignement supérieur. À ces enjeux forts imposés par la conjoncture s'ajoutent des questions fondamentales, pour les sciences sociales en général et la science politique en particulier, liées aux inégalités et aux discriminations plus structurelles dans l'ESR, à la transparence des recrutements, à l'insertion professionnelle des jeunes chercheur·ses, aux dotations beaucoup trop contrastées entre les établissements, et plus généralement aux conditions de plus en plus inégales d'exercice des métiers de la science politique. Autant de chantiers auxquels je souhaite contribuer, au sein de l'AFSP autant que possible comme ailleurs.

Curriculum Vitæ

Membre du laboratoire CRESPPA à l'Université Paris 8 et à l'Université Paris Ouest Nanterre, je suis Directeur de recherche en section 43 du CNRS.
Mes recherches de science politique portent centralement sur les transformations des relations gouvernants/gouvernés dans la France contemporaine, à travers une perspective résolument comparative et attentive aux inégalités sous toutes leurs formes. Prenant appui sur une diversité de méthodes qualitatives, historiques et quantitatives, elles s'inscrivent à la croisée de plusieurs domaines de la science politique que je tente de faire dialoguer : l'étude des comportements politiques et des conduites contestataires, les rapports aux institutions publiques, les analyses de l'État et la sociologie de l'action publique. Initialement spécialiste de la fabrique et des usages sociaux des politiques d'éducation, j'ai progressivement élargi mes objets de recherche à travers plusieurs enquêtes individuelles et collectives relatives aux mutations de l'État social, aux relations des différents groupes sociaux avec les administrations, aux conduites électorales et aux réceptions d'une diversité d'actions publiques. Mes travaux se caractérisent transversalement par une attention soutenue portée aux articulations entre l'ordre politique et l'ordre social comme par leur inscription dans les controverses internationales autour des transformations des modes d'exercice du pouvoir. La sédimentation de ces recherches m'a conduit à une réflexion de portée générale sur la condition plurielle de gouverné·e, la multi-exposition à la puissance publique et le gouvernement de la critique dans les sociétés saturées de politiques publiques comme la France.

Parallèlement à ces recherches, j'ai occupé au fil de mon parcours diverses responsabilités institutionnelles (au CNU 04, au CNRS, dans mon UMR, au sein du réseau de sociologie politique de l'Association Française de Sociologie). Je suis engagé de longue date dans des activités d'enseignement et d'accompagnement de travaux de jeunes chercheuses et chercheurs, au sein de plusieurs Universités comme dans mon laboratoire. Je contribue en outre depuis mon doctorat aux travaux des associations disciplinaires qui visent à défendre une science politique inscrite dans les sciences sociales, son pluralisme et son autonomie face à des formes renouvelées d'ingérence, mais aussi et surtout à promouvoir dans l'enseignement supérieur la lutte contre les inégalités et les discriminations.

ELECTIONS 2026

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **Anne BAZIN**



Anne Bazin est maîtresse de conférences en science politique à Sciences Po Lille et membre du laboratoire CERAPS.

Profession de foi

Candidate pour la première fois au CA de l'AFSP, je souhaite m'investir dans l'Association afin de contribuer à porter plusieurs sujets qui me tiennent à cœur depuis longtemps et auxquels mes quelques expériences de responsabilités passées m'ont permis de réfléchir.

(1) La pénurie de postes d'EC à l'heure où la science politique attire de plus en plus de lycéen(ne)s ne permet d'offrir ni des conditions d'accueil suffisantes pour les étudiant(e)s ni des conditions de travail décentes pour les EC et a fortiori les jeunes docteurs sans poste. Cela contribue à un double dépérissement de l'enseignement supérieur public français avec un assèchement du vivier des doctorant(e)s qui envisagent une carrière académique d'une part, et une fuite des étudiant(e)s vers des formations privées d'autre part.

(2) L'accompagnement des étudiant(e)s tout au long de leur cursus de science politique, au-delà du premier cycle nécessite de réfléchir à la gestion de l'offre au niveau master. Les processus de sélection (notamment via la plateforme MonMaster) créent des frustrations parmi les étudiant(e)s et sont particulièrement chronophages pour les collègues en charge des sélections. Une meilleure communication et visibilité sur l'offre (au-delà des DNM répertoriés) permettrait de valoriser ces formations de science politique sur l'ensemble du territoire, et sans doute aussi d'attirer davantage d'étudiants internationaux.

(3) Une valorisation du doctorat au-delà du milieu académique, à l'instar de ce qui se fait dans les pays voisins, est un sujet récurent pour lequel il me semble plus que nécessaire de poursuivre la mobilisation collective, en association avec les représentants d'autres disciplines.

(4) Enfin, en tant qu'internationaliste, je souhaite contribuer à la visibilisation et à la valorisation des recherches sur l'Europe et l'International, qui requièrent notamment de pouvoir passer du temps sur des terrains parfois éloignés, que les contraintes de l'enseignement universitaire ne permettent que rarement, sauf à solliciter un congé recherche qui déstabilise alors le département et accroit la charge administrative imposée aux collègues.

C'est dans la perspective de contribuer à défendre et/ou promouvoir ces questions que je sollicite votre confiance à l'occasion de cette élection, convaincue que l'AFSP joue un rôle central pour la défense et la promotion de notre discipline, dans un contexte national de plus en plus contraint.

Curriculum Vitæ

Diplômée de Sciences Po Paris (et de l'Ecole Centrale Paris), j'ai soutenu ma thèse au CERI et ai rejoint Sciences Po Lille après avoir été ATER à l'Université Paris-Nanterre.
Dès mon recrutement à Sciences Po Lille, j'ai exercé des responsabilités pédagogiques et administratives au sein de l'établissement : création et direction de plusieurs programmes de master, dont l'ouverture cette année d'un master entièrement en anglais Multilateralism and Transnational Governance ; responsabilité de filière et disciplinaire ; codirection d'un axe de recherche au CERAPS ; direction des études (conception et mise en œuvre d'une réforme du cycle master) ; direction adjointe de l'école. Je suis par ailleurs élue au CA de SPL depuis mon arrivée à l'école et ai siégé à la Commission scientifique pendant plusieurs années. J'ai été co-organisatrice du Congrès de l'AFSP qui s'est tenu à Lille en 2022. J'ai enfin longtemps enseigné dans les campus parisiens des universités de Chicago et de New York (NYU) et continue d'assurer un cours sur le campus de Dijon de Sc Po Paris.
Je me suis aussi engagée pour notre discipline à l'échelle nationale en tant qu'élue au CNU (et membre du bureau du CNU). J'ai alors pris part aux travaux de la commission CNU dites des « petites disciplines » dont la science politique fait partie.
Mes recherches se situent au croisement de la sociologie des RI et des études européennes. Depuis ma thèse, j'ai travaillé à partir de différents objets d'étude sur les politiques de sorties de conflit et de justice transitionnelle, sur les politiques de l'histoire et de la mémoire, sur la mémoire des migrations forcées et ce, à partir de terrains principalement européens, même si plusieurs de mes travaux s'inscrivent dans une perspective de politique comparée au-delà de cet espace. J'ai engagé récemment une nouvelle recherche qui, tout en s'inscrivant dans la continuité de mes travaux antérieurs, me conduit à explorer de nouvelles thématiques autour de la question de l'élargissement de l'UE vu depuis l'Europe centrale.
Publications : *Memory Fragmentation from Below and Beyond the State. Uses of the Past in Conflict and Post-Conflict Settings*, Routledge, 2023 (avec V. Rosoux, E. Sangar, E. Hebert) ; *How to Address the Loss? Forced migrations, Lost Territories and Politics of History in Europe and at its Margins in the XXth Century*, Peter Lang, 2018 (avec C. Perron) ; *L'Union européenne et la paix. L'invention d'un modèle européen de gestion des conflits*, Presses de Sciences Po, 2017 (avec C. Tenenbaum).

ELECTIONS 2026

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **Benjamin BOUDOU**



Benjamin Boudou est professeur de science politique à l'Université de Rennes et membre de l'Institut du Droit Public et de la Science Politique (IDPSP).

Profession de foi

Je présente ma candidature au Conseil d'administration de l'AFSP après un premier mandat de quatre ans. Trois raisons président à cette candidature à un renouvellement.
D'abord, je souhaite continuer le travail entrepris : j'ai pris part à chacune des réunions du CA, partageant avec mes collègues l'ensemble des tâches collectives, je suis membre de la Commission Disciplinaire qui a eu un rôle important cette année, et je prépare et anime le podcast de l'AFSP, « Politistes dans la Cité » (15 épisodes depuis ma reprise, 10 000 écoutes). Mon implication dans l'Association, mais aussi au CNU par exemple, disent ma vision collégiale du métier d'enseignant-chercheur et je serais heureux d'avoir l'opportunité de poursuivre ces activités.
Ensuite, je souhaite continuer à représenter la sous-discipline « théorie politique », toujours faiblement structurée et néanmoins dynamique. Il me semble important de garder l'ambition d'une science politique ouverte tout en faisant vivre chacune de ses composantes dans leur spécificité. C'est le projet que je porte par ailleurs dans la revue Raisons politiques que je dirige depuis 2014.
Enfin, mes neuf années d'expérience de la relative précarité post-doctorale m'ont rendu sensible à cette problématique qui doit plus que jamais être entendue dans toutes les instances de la discipline.

Curriculum Vitæ

Je suis professeur de science politique à l'Université de Rennes et membre de l'Institut du Droit Public et de la Science Politique (IDPSP). Avant cela j'ai été chercheur à l'Université Goethe de Francfort, à l'Institut Max Planck de Göttingen, au CERI (Sciences Po), à la KU-Leuven et à l'Université de Yale. Je suis actuellement membre du CNU (section 04), rédacteur en chef de la revue Raisons politiques et fellow de l'Institut Convergences Migrations. À l'Université de Rennes je suis responsable de la L1 de science politique ainsi que du M2 Affaires Internationales au Local.

J'ai récemment co-dirigé *Théorie politique* (Bruylant, 2025) et *The politics of democratic representation* (Routledge, 2025), et je suis l'auteur de *Politique de l'hospitalité. Une généalogie conceptuelle* (CNRS Éditions, 2017) et *Le dilemme des frontières. Éthique et politique de l'immigration* (Éditions de l'EHESS, 2018). Mes travaux s'inscrivent en théorie politique autour des enjeux relatifs aux migrations (éthique et politiques des migrations, nationalisme, hospitalité, villes refuges, mobilisations solidaires) et à la démocratie (inclusion, représentation, citoyenneté).

ELECTIONS 2026

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **Hugo CANIHAC**

Hugo Canihac est maître de conférences en science politique à l'IEP de Strasbourg et membre du laboratoire SAGE.



Profession de foi

Maître de conférences en science politique à l'IEP de Strasbourg, je me porte candidat pour la première fois au CA de l'AFSP. Mes liens avec l'AFSP sont néanmoins anciens : outre ma participation régulière aux Congrès, j'ai organisé une section thématique à celui de Bordeaux et participé à plusieurs groupes de recherche depuis le début de ma carrière. Je souhaite maintenant m'engager dans de la vie collective de l'AFSP autour de trois axes déjà portés par l'Association.

Mon parcours m'a fortement sensibilisé aux problèmes posés par la précarité des débuts de carrière, aux difficultés grandissantes de nombreux·ses jeunes docteur·es à obtenir un poste stable et aux conséquences, tant personnelles que pour la discipline, de cette situation. Si elle n'est pas nouvelle ni propre à la science politique, la question des recrutements demeure majeure pour la vie de notre discipline, tout comme celle de l'évolution de la carrière des maîtres et maîtresses de conférences. Je souhaite ici prolonger le travail déjà entrepris par l'AFSP dans le cadre de l'OMASP, dans ses prises de position publiques et dans sa mobilisation auprès des autorités de tutelle.

Deuxièmement, je souhaite participer à la promotion d'une science politique diverse. Cela passe par la protection et la valorisation de la variété des approches qui caractérisent notre discipline et en font la richesse. Les groupes de travail de l'AFSP jouent à cet égard un rôle essentiel. Cela passe aussi, à l'heure de la multiplication des établissements privés, par la défense et le renforcement de formations publiques de qualité dans l'ensemble du territoire. Pour cela, le maintien partout d'une association étroite entre activités de recherche et activités pédagogiques apparaît indispensable.

Enfin, je souhaite contribuer à la défense d'une science politique ancrée dans la vie de la Cité. Dans un contexte de mise en question, voire d'attaques contre les savoirs académiques, et à la veille d'échéances politiques importantes, il me paraît plus que jamais nécessaire que notre discipline contribue à nourrir les débats publics et à défendre fermement la liberté académique. Je souhaite pour cela m'engager dans la poursuite et l'amplification des initiatives de l'AFSP à cet égard – comme le font par exemple les podcasts « Politistes dans la cité » et l'OALA.

Curriculum Vitæ

Après une thèse à Sciences Po Bordeaux (2017), j'ai effectué un parcours post-doctoral à l'étranger (Bruxelles, Hambourg) tout en enseignant en France, tant dans des IEP (Bordeaux, Lille, Paris), que des universités (UVSQ, Amiens). Depuis 2023, je suis Maître de conférences à Sciences Po Strasbourg, et membre du laboratoire SAGE. A Strasbourg, je coordonne la mention de Master Etudes européennes et internationales et je suis membre du Conseil du laboratoire SAGE, où j'ai été responsables de l'un des axes (2023-2026). J'ai également été chercheur invité à Bruxelles, Florence ou Berlin.

Mes recherches, centrées sur l'Union européenne, portent essentiellement sur la fabrique et les usages de savoirs de gouvernement (économie, droit, prospective) dans différents champs de politiques publiques (économie, développement, environnement). Pour cela, mon travail articule sociologie historique et politique, histoire sociale des idées et sociologie des savoirs et de l'expertise.

Au cours de mon parcours, j'ai été membre de plusieurs groupes de travail de l'AFSP : le Groupe de recherche sur l'Union européenne depuis sa création, et le Groupe Zones d'ombre de la socio-histoire des idées politiques. Auparavant, j'ai été membre du CA de l'Association Belge de Science Politique (2019-2023), où j'ai également été co-responsable du groupe de travail sur l'Europe. J'entends donc mettre à profit cette expérience antérieure au sein du CA de l'AFSP. Enfin, je suis membre du Comité de rédaction de la revue Politique européenne depuis 2019.

SÉLECTION DE PUBLICATIONS :

– Numéro special "The European Union's integration of environmental policies after the Green Deal", *Politique européenne*, avec Joana Guerrin, Terence Van Neder-Mater, Julien Pelet (en cours de publication)

– *Legal and Political Thinking Against Sovereignty: A European Intellectual History*, Routledge, 2025

– Numéro special "Law and de-civilization processes in European integration", avec Marta Bucholc, Florence Delmotte & Robert van Krieken, *Historical Social Research / Historische Sozialforschung*, 49/2, 2024

– « Les savants et les politiques dans la construction de l'Europe : Pour une socio-histoire des co-productions savantes de l'action publique », *Gouvernement et Action Publique*, 10 (2), 2021

– « Un marché sans économistes ? Les économistes et les débuts de la programmation économique dans la Communauté Economique Européenne (1957-1967) », *Revue Française de Science Politique*, 2019

ELECTIONS 2026

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **Vanessa CODACCIONI**

Vanessa Codaccioni est professeure au département de science politique de l'Université Paris 8 et membre du laboratoire CRESPPA-CSU.



Profession de foi

Élue en mai 2022 au CA de l'AFSP, je renouvelle ma candidature pour pouvoir pendant les quatre prochaines années continuer à prendre part aux activités de notre association professionnelle. En particulier, je souhaite poursuivre mon engagement pour la défense du métier et de la liberté académique, concrétisé en 2023 par la création de l'Observatoire des Atteintes à la Liberté Académique (OALA), que j'ai contribué à fonder en épaulant Delphine Dulong dans cette tâche et en en étant vice-présidente pendant trois ans. Je la préside pour l'AFSP aujourd'hui. Cette réélection me permettrait ainsi de continuer, avec les collègues politistes et sociologues de l'OALA, à œuvrer pour l'autonomie et l'indépendance de la recherche, pour la défense des collègues victimes d'atteinte à la liberté académique, et pour la promotion de cette dernière, dans un contexte d'attaques multiples et protéiformes contre les enseignant·es chercheur.e·s.

Curriculum Vitæ

Vanessa Codaccioni est professeure au département de science politique de l'Université Paris 8 et membre du CRESPPA-CSU. Ses travaux portent principalement sur la politisation des procès, de la justice et du droit, thématiques qu'elle a travaillé à partir de différents objets d'études : la répression des militantes et militants, les tribunaux d'exception, la légitime défense, la vigilance sécuritaire ou les détecteurs de mensonge. Elle est actuellement référente handicap et responsable de la double licence histoire/science politique de l'Université Paris 8. Elle vient d'être élue par son Conseil d'administration membre du Comité liberté académique.

ELECTIONS 2026

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **Stéphanie DECHÉZELLES**

Stéphanie Dechézelles est professeure des universités à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA) et membre du laboratoire TREE.



Profession de foi

Chères et chers collègues, je vous présente les trois principales raisons de ma candidature au Conseil d'administration de l'AFSP. J'en ai été membre en tant que représentante de l'Association des Enseignants-Chercheurs de Science Politique durant cinq années. Avec Stéphanie Guyon, nous avons été désignées en 2024 administratrices référentes en charge des questions de violences sexistes et sexuelles dans le cadre des événements organisés par l'AFSP. À ce titre, nous avons activement participé à la rédaction d'un code de bonne conduite (*https://www.afsp.info/association/presentation/*), ainsi qu'à la mise en place de dispositifs collectifs de prévention et d'écoute à l'occasion des Congrès de Grenoble (2024) et Lyon (2026), ainsi que durant les Rencontres de la science politique à Paris en 2025. Si beaucoup a d'ores et déjà été fait, il importe de poursuivre le travail entamé de manière à s'assurer que les activités scientifiques de notre discipline se déroulent dans un cadre convivial, serein et sécure. C'est pour cette première raison que je souhaiterais pouvoir continuer à œuvrer au service de notre association.

La deuxième raison qui m'anime est de participer activement à la défense d'un service public de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, devant faire face à la baisse chronique des moyens alloués pour mener à bien nos missions (en termes de politiques de recrutement, de promotion ou encore d'allocation de fonds aux agences et unités de recherche), ainsi qu'aux assauts du secteur marchand qui multiplie les offres de formation dans des établissements privés qui promettent, plus qu'ils ne tiennent, des promesses de diplômes attractifs. Aux côtés d'autres associations, il importe que l'AFSP poursuive son implication en faveur de l'intérêt général en matière de formations et de la recherche, notamment fondamentale.

Enfin, la troisième raison réside dans ma volonté de contribuer à la défense des libertés académiques, particulièrement mises à mal en sciences sociales. Pour avoir eu un doctorant placé en garde à vue alors qu'il faisait de l'observation d'un mouvement social et à qui la protection fonctionnelle a d'abord été refusée puis accordée grâce au soutien des collègues politistes, de l'OALA, de l'ANCMSP et de l'AFSP, ma conscience des risques concrets qui pèsent sur les chercheur·es est très élevée. Je souhaiterais donc pouvoir contribuer, plus encore que précédemment, aux initiatives de l'AFSP et de l'Observatoire des Atteintes à la Liberté Académique en la matière.

Curriculum Vitæ

Je suis professeure des universités à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA) et membre de TREE – TRansitions Energétiques et Environnementales (UMR CNRS 6031). De 2009 à 2022, j'ai exercé en tant que maîtresse de conférences à Sciences Po Aix et à l'UMR MESOPOLHIS (UMR CNRS 7064). Mes travaux de recherche portent sur les ressorts de l'engagement et les modes d'action militants au service de diverses causes. Depuis l'étude des conditions d'entrée et de maintien de jeunes dans les organisations partisanes de droite et d'extrême droite en Italie dans ma thèse de doctorat (soutenue en 2006 à Sciences Po Bordeaux), je suis passée à la compréhension des contre-mobilisations aux politiques de « transition énergétique » (en particulier les critiques au déploiement de l'éolien). Je me suis aussi penchée sur les mouvements d'occupation, les dynamiques de conflictualisation et de politisation des lieux ainsi que sur une tentative de procès climatique menée par une coalition protestataire contre le gouvernement en Italie.

Sur ces sujets, j'ai notamment publié un ouvrage tiré de mon HDR *Bataille rangée sur le front éolien. Sociologie des contre-mobilisations énergétiques* en 2023, « Les expériences d'occupation : une gouvernance territoriale alternative ? », in Romain Pasquier, Vincent Simoulin, Julien Weisbein (dir.), *La gouvernance territoriale*, en 2025 [3ème édition] ; « Wild wind, social storm: 'energy populism' in rural areas? An exploratory analysis in France and Italy », *Rural Sociology* (avec Ivano Scotti), en 2022 ; « Climate litigation and dynamics of professionalisation. A comparative study in France and Italy » (avec Christophe Traïni), in Sandrine Maljean-Dubois (ed), *Science and Expertise in Climate Litigation. Construction and Strategic Use* (2027, forthcoming).

Sur le plan national, j'ai été membre du CNU 04 de 2014 à 2018. À l'international, j'ai été membre du Fundação para a Ciência e a Tecnologia pour le Scientific Employment Individual Call (Portugal) en 2025 et membre du comité de rédaction de la *Revue Internationale de Politique Comparée* pendant une dizaine d'années. Dans mon établissement actuel, j'ai exercé les fonctions de chargée de mission sur les enjeux interdisciplinaires liées à la recherche sur l'énergie de 2023 à 2025 ou encore de membre du Conseil de laboratoire de l'UMR TREE. J'ai dirigé le master Jeunesse, Mobilisation, Environnement de 2023 à 2026. Je suis membre du bureau de l'Ecole doctorale 481 SSH (depuis 2023) et élue au Conseil d'administration de l'UPPA (depuis 2024).

ELECTIONS 2026

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **Natália FROZEL BARROS**



Natália Frozel Barros est maîtresse de conférences en science politique à l'IEP de Fontainebleau-UPEC et membre du laboratoire LIPHA.

Profession de foi

Candidate pour la première fois, je m'appuie sur mon expérience de représentante de mon laboratoire au CA de l'AFSP les deux dernières années. Cette expérience m'a convaincue d'agir autour de deux priorités.

Sur le plan institutionnel, je veux défendre une science politique vivante, mais qui se trouve parfois entravée par les conditions de travail, notamment dans les institutions moins centrales. La concurrence des formations privées, non adossées à la recherche, interroge leur encadrement et leurs effets d'invisibilisation des formations publiques, surtout en région. Mon ancrage dans un laboratoire pluridisciplinaire et non « umérisé » m'a aussi confrontée à des défis : comment structurer une recherche en science politique dans un environnement où notre discipline n'est pas toujours prioritaire, où d'autres disciplines s'approprient nos objets sans les outils méthodologiques appropriés ? Représenter ces réalités, renforcer au sein de l'AFSP les mécanismes de dialogue inter-labos et dénoncer des obstacles à l'accès aux financements (ex. les tâches administratives) me semble indispensable. Ceci s'ajouterait au travail entamé à l'AFSP, auquel j'ai pu participer, de labélisation des formations en science politique et au combat contre le blocage des carrières, en portant une attention particulière aux inégalités de genre.

Sur le plan scientifique, je souhaite promouvoir le pluralisme de notre discipline et la situer face à ses nouveaux défis. Mon parcours, à la croisée de l'action publique, des RI et de la politique environnementale, me pousse à œuvrer pour le dialogue entre les sous-champs, y compris avec les aires culturelles. Les défis s'amplifient. La fusion de l'IRD avec le CNRS, ou les attaques à la subvention publique de la FMSH (amendement PLF, 10 oct.) risquent de programmer un affaiblissement des études sur les Suds. Les RI – dans un sens large – souffrent de l'instrumentalisation politique ou médiatique propre au contexte de « retour de la guerre ». Ces défis interrogent la liberté laissée à la recherche fondamentale et son savoir critique dans la cité.

Dans un contexte où les tensions contre les sciences sociales, et notre discipline en particulier, se multiplient, ces deux axes convergent vers un objectif : défendre l'autonomie de la science politique. Cet enjeu résonne d'ailleurs avec mon engagement au sein de l'Observatoire des Atteintes à la Liberté Académique (OALA), où je renforcerai la coordination avec l'AFSP, aux côtés d'autres collègues.

Curriculum Vitæ

Je suis maîtresse de conférences en science politique à l'Institut d'Études Politiques de Fontainebleau, composante attachée à l'Université Paris-Est Créteil, et membre de l'équipe de recherche LIPHA-UPEC. Je suis titulaire d'un doctorat en science politique de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne et je suis ancienne élève de l'École normale supérieure de Paris et de l'Universidade Estadual de Campinas à São Paulo. Après la fin de l'ATER à Paris 1, j'ai enseigné en tant que vacataire aux Universités de Lyon 2 et de Paris 2.

J'occupe dans mon établissement actuel plusieurs responsabilités administratives, dont celle pédagogique de co-responsable du master Global Politics, tourné vers les études internationales et extra-européennes ; et je siège en tant que membre élue au conseil scientifique du laboratoire LIPHA et au conseil de l'IEP de Fontainebleau. J'intègre aussi depuis janvier 2026 l'Observatoire des Atteintes à la Liberté Académique (OALA), en charge de la veille des dossiers.

Mes recherches portent sur la gouvernance internationale des océans et l'élaboration du droit international, avec un accent particulier sur la réglementation des grands fonds marins. À travers une perspective socio-historique, mes travaux explorent la manière dont la réglementation des océans est sans cesse remodelée par des enjeux mondiaux tels que les revendications postcoloniales, de développement, économiques et de justice environnementale.

Pour ce travail, intitulé « Un océan d'incertitudes : problématisations et mise en forme légale des fonds marins par le travail diplomatique », j'ai mené des travaux de terrain aux Nations Unies (New York) ainsi qu'au sein des administrations centrales et fédérales du Brésil, de la France et des États-Unis.

J'ai contribué à animer la vie scientifique dans la discipline de science politique depuis des années avec d'abord la co-tenue du séminaire Sociologie Politique Internationale et ensuite la co-direction du groupe de recherche de l'Association Française de Science Politique consacré à la sociologie politique des relations internationales, en plus de participer et organiser des sections thématiques dans les congrès de l'association. Je contribue actuellement à des projets de recherche interdisciplinaires sur l'approche écosystémique de la conservation des océans et sur les campagnes de recherche scientifique en mer, ainsi qu'à un projet rassemblant des chercheurs du Brésil et de la France sur la mise en données de la T/terre.

ELECTIONS 2026

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **Magali GRAVIER**

Magali Gravier est Associate Professor à la Copenhagen Business School au Danemark et enseignante à l'IEP de Fontainebleau.



Profession de foi

Membre de l'AFSP et Associate Professor à la Copenhagen Business School, au Danemark, où j'enseigne et réalise mes recherches je souhaite aujourd'hui m'investir davantage dans notre association. Formée à Paris 1 jusqu'au doctorat, je travaille depuis plus de 25 ans dans un environnement universitaire international : je voudrais mettre cette expérience au service de l'AFSP.

J'ai participé au groupe de travail chargé de l'élaboration du volet de la charte éthique de l'AFSP consacré à l'IA. Cette expérience, certes modeste mais stimulante, m'a donné envie de m'engager davantage dans les activités de l'association.

Ma carrière hors de l'Hexagone, d'abord dans le monde germanophone, puis en Italie et désormais au Danemark, m'a rendue très sensible aux enjeux de l'internationalisation de notre discipline. Celle-ci ne saurait se réduire à l'usage généralisé de l'anglais, et ne doit pas entraîner une uniformisation de nos modes de penser et de nos pratiques épistémologiques. Au contraire, dans une ère de turbulences internationales croissantes, les traditions de recherche européennes, qui peuvent et doivent s'affirmer, doivent être au rendez-vous d'une internationalisation qui promeuve la diversité des approches et des terrains de recherche. Ceci implique aussi de revaloriser la diversité des langues dans lesquelles nous recherchons et publions.

Dans cet esprit, je souhaite faire de l'Europe un terrain d'expérimentation pédagogique. Celle-ci constitue un lieu privilégié pour apprendre à travailler et enquêter dans un espace multilingue. L'AFSP pourrait favoriser le partage de dispositifs pédagogiques associant diverses langues et encourager des enseignements plus directement professionnalisants, tels des modules permettant aux étudiant·e·s de mieux connaître les métiers européens.

Je souhaite aussi contribuer au développement d'échanges sur les pratiques d'enseignement et de recherche en méthodes qualitatives, lieu privilégié de dialogue entre science politique et autres sciences sociales. Il s'agirait de repenser les méthodes qualitatives dans un esprit de rigueur académique, d'innovation pédagogique et de dialogue constructif avec les méthodes quantitatives et mixtes. Ceci est d'autant plus important à une époque où les sciences se trouvent bouleversées par la montée en puissance de des IA génératives.

C'est avec cette expérience transfrontières et l'envie de contribuer à ces chantiers collectifs que je sollicite la confiance des membres de l'AFSP.

Curriculum Vitæ

FORMATION

Doctorat en science politique à Paris I (2000) ; DEA de sociologie politique à Paris I (1993) ; Maîtrise L.E.A. à Paris IV (1991) ; Licence en droit à Paris I (1991). Prix parlementaire franco-allemand (2008). Affiliation au Centre Marc Bloch (UMIFRE n°14/UAR 3130 - 1995-2000 et 2012-2013).

CARRIÈRE

Après mon doctorat (ATER à Paris I 2000-2002), j'ai été recrutée comme post-doc (Jean-Monnet Fellow) à l'Institut Universitaire Européen de Florence (2002-2003). J'ai ensuite été enseignante-chercheuse à l'Univ. de Salzbourg (2004-2007). Depuis 2007, je suis Associate Professor à la Copenhagen Business School (CBS) au Danemark. J'ai été enseignante invitée à la Hertie School of Governance (Berlin – Automne 2014).

Mes recherches portent sur l'Union européenne. Une partie de mes recherches est à la croisée de la science politique, des études européennes et de l'administration publique. Elle concerne la fonction publique européenne, la question de l'équilibre géographique et la notion de bureaucratie représentative. L'autre partie est à la croisée des études européennes, des relations internationales et de l'histoire ; elle porte sur le concept d'empire et l'Union européenne.

Outre des enseignements à la CBS et, depuis 2026, à l'IEP de Fontainebleau sur l'Union européenne, je suis spécialisée depuis plus de dix ans dans l'enseignement des méthodes qualitatives appliquées, depuis la licence jusqu'à la formation doctorale.

MANDATS ET RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES

Présidente de l'association danoise d'études européennes (DSE/ECSA-DK) depuis 2026.

Directrice académique pour CBS du programme d'échange européen « European Management Track » (2021-2022).

Vice-directrice et membre de commissions pédagogiques (Study Board) de divers programmes d'enseignements à la CBS (2008-2018).

PUBLICATIONS RÉCENTES

"Entre équilibre géographique et diversité", (avec F. Andreone), Rev. de l'Union Européenne, n°7/680, 2024, p. 427-438 ;

"Les agents contractuels – une ressource stratégique dans la politique du personnel de la Commission européenne", (avec F. Andreone), Rev. de l'Union Européenne, n°02/675, 2024, p. 87-100. ;

"Bureaucratic Representation and the Rejection Hypothesis: A Longitudinal Study of the European Commission's Staff Composition (1980–2013), (avec Camille Roth), J. of Public Administration Research and Theory, 2021, 30(1), 4-21.

ELECTIONS 2026

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **Stéphanie GUYON**

Stéphanie Guyon est professeure de science politique à l'Université de Picardie Jules Verne et membre du laboratoire CURAPP-ESS.



Profession de foi

Professeure des universités en science politique à Amiens, je suis membre nommée du Conseil d'administration de l'AFSP depuis 2020 au titre de la représentation des partenaires institutionnels. Je me porte candidate dans la perspective de poursuivre, en tant qu'élue, le travail engagé ces dernières années dans la lutte contre les VSS et de contribuer à de nouveaux chantiers.

À l'image d'autres associations disciplinaires, l'AFSP s'est doté depuis 2024, d'un code de conduite relatif à sa politique de lutte contre le harcèlement, les discriminations et les VSS. Ces enjeux sont fondamentaux pour faire de nos espaces d'échange scientifique des lieux garantissant la dignité et le respect de chacun·e. En tant que référente, je me suis particulièrement investie avec Stéphanie Dechézelles dans la traduction concrète de ce code dans les pratiques et les événements de l'association. En collaboration avec le Bureau de l'AFSP et les institutions hôtes, nous avons ainsi conçu et mis en œuvre un dispositif de prévention et de lutte contre les VSS lors des deux derniers congrès (Grenoble et Lyon) et des dernières rencontres. Il s'est aussi agi d'améliorer nos procédures et de faire fonctionner nos nouvelles instances disciplinaires. Ces dossiers disciplinaires représentent un coût d'entrée important, en particulier dans leur technicité juridique ; il me paraît indispensable de prolonger ce travail et de favoriser la transmission de ces savoir-faire en matière de lutte contre les VSS.

Je souhaite également m'investir davantage dans un autre chantier décisif de l'AFSP. Alors que la concurrence des formations privées s'intensifie, il est essentiel de réaffirmer les missions et les valeurs propres de l'université : l'articulation entre enseignement et recherche, l'indépendance intellectuelle et l'égalité d'accès aux études supérieures. Cette évolution soulève des questions majeures pour l'avenir de notre discipline, les conditions d'exercice de nos métiers et la place de la recherche dans la formation des étudiant·es. Je souhaite m'associer au travail de documentation et de réflexion collective déjà entamé par le CA sur ces enjeux.
C'est dans cette double perspective que je sollicite la confiance des membres de l'AFSP.

Curriculum Vitæ

À l'issue de mon doctorat soutenu à l'Université Paris-I en 2010, j'ai été recrutée en 2011 comme maîtresse de conférences en science politique à l'Université de Picardie Jules Verne et rattachée au CURAPP-ESS. J'ai été promue professeure en 2024. J'y ai exercé les responsabilités de directrice du département de science politique et de directrice-adjointe du CURAPP-ESS. J'ai ainsi participé à la création de plusieurs formations en science politique (Licence de science politique en 2012, Master CITE en 2017). Mon parcours de recherche répond à un questionnement central sur le legs colonial dans les Outre-mer français et sur la manière dont les rapports de race, de genre et de classe informent l'ordre social et l'ordre politique contemporain. Mes intérêts de recherche se sont toutefois déplacés de la citoyenneté et la représentation politique à l'État Outre-mer.

FORMATION ET DIPLÔMES
Février 2023 : Habilitation à diriger des recherches, Université Paris 8.
Manuscrit original : Le privilège métropolitain ? Magistrat.es Outre-mer et hiérarchies post-coloniales.
Sept. 2010 : Doctorat en science politique, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
2002-2003 : DEA de sciences sociales ENS-EHESS.
1996 : Diplôme de l'Institut d'Études Politiques de Grenoble.

RESPONSABILITES ACTUELLES
Depuis 2025 : Membre de la section 43 du CNRS. Référente parité de la section.
Depuis 2025 : Responsable du Master Experts et Chercheurs de la CITE (UPJV)
Depuis 2023 : Membre de l'équipe de direction de la MESHS (Lille), Co-responsable de l'axe Vulnérabilités
Depuis 2023 : Référente égalité lutte contre les violences sexistes et sexuelles de l'UFR de droit et science politique

PUBLICATIONS RÉCENTES
2026, Avec Natacha Gagné, « Les juges au seuil de l'intimité des familles. Analyse comparée du traitement judiciaire du confiage d'enfants en contexte pluriculturel (Polynésie et Guyane françaises) », Revue des politiques sociales et familiales, 158.
2024, Avec Marine Haddad, « Migrant·es privilégié·es et agent·es de l'État : devenir magistrat outre-mer au croisement du personnel et du professionnel », Revue Française de Sociologie, 65 (3).
2024, « Le privilège métropolitain ? Magistrat.es outre-mer et construction de la métropolitanité dans la France post-coloniale », Revue Européenne des Migrations Internationales, 41.

ELECTIONS 2026

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **Bleuwenn LECHAUX**

Bleuwenn Lechaux est maîtresse de conférences en science politique à l'Université Rennes 2 et membre du laboratoire Arènes.



Profession de foi

Je me présente pour la première fois à vos suffrages en tant que candidate au Conseil d'administration de l'AFSP. Ma démarche procède à la fois de l'expérience que j'ai acquise dans l'exercice de différentes responsabilités collectives (cf. Curriculum Vitae), de mon attachement à notre communauté scientifique et des valeurs que je souhaite défendre aux côtés de collègues de la discipline.

Ma candidature s'articule autour de trois priorités d'action. Premièrement, la défense de carrières dignes. La précarité matérielle pèse particulièrement sur les doctorant·es et les docteur·es sans poste, enchaînant des contrats courts, enjoint·es de s'astreindre à des activités de travail non reconnues et invisibilisées, dans la perspective toujours incertaine d'obtenir des postes qui demeurent rares. Les maîtres et maîtresses de conférences sont quant à eux et elles confronté·es au blocage de leurs carrières et à une surcharge administrative. Je souhaiterais contribuer aux actions menées par le CA de l'AFSP en faveur de l'entrée en carrière comme de la progression des carrières. Deuxièmement, en tant qu'enseignante-chercheuse dans une UFR pluridisciplinaire (sciences sociales), j'aimerais promouvoir la place de la science politique dans les espaces où elle n'est pas majoritaire tout en étant structurante pour la formation d'étudiant·es se destinant à des métiers a priori éloignés de cette discipline mais qui tireront profit des savoirs qu'elle porte.
Troisièmement, je voudrais œuvrer pour la défense de la liberté académique. Les recherches que je mène depuis 2017 sur les mobilisations déployées face aux mesures prises par l'administration Trump ont renforcé ma préoccupation quant aux menaces pesant sur le monde académique, étatsunien comme français. Lieux de diffusion du savoir et de vérités scientifiques, les établissements d'enseignement supérieur et les organismes de recherche sont les premiers à être ciblés par les gouvernements illibéraux. Les collègues du CA de l'AFSP ont impulsé des actions d'ampleur, notamment à travers la création de l'Observatoire des Atteintes à la Liberté Académique (OALA). Si je recueille votre confiance, j'entends m'investir dans les structures qui permettent à la fois de protéger et de défendre le monde académique face aux entraves à la liberté qui en compromettent la raison d'être.

Curriculum Vitæ

Maîtresse de conférences en science politique à l'Université de Rennes 2 depuis 2012 et membre du laboratoire Arènes (UMR 6051), j'ai exercé des responsabilités collectives en tant que membre titulaire de la section 04 du Conseil national des universités (2015-2019), membre du Conseil académique/de la Commission de la recherche de l'Université Rennes 2 (2019-2023) et directrice adjointe d'Arènes (2022-2026). Depuis 2025, je suis co-responsable du site rennais du Master « Études sur le genre » (universités d'Angers, de Bretagne Occidentale, du Mans, de Nantes et de Rennes 2, en partenariat avec l'université de Rennes). Mes recherches portent sur les inégalités et les discriminations, l'engagement et l'action collective – en particulier les mobilisations pour les morts « injustes » (Black Lives Matter, collectifs de lutte contre les féminicides) – dans une perspective comparative France/États-Unis. Ces recherches m'ont conduite à réaliser des séjours de recherche réguliers aux États-Unis (NYU, Columbia, CUNY).

Parmi mes publications récentes ou à paraître :

- Naming, Shaming, Healing. Staging Protest in the Wake of #MeToo and Black Lives Matter, London, Routledge, à paraître, 2027.
- (Avec B. Slosarski), « Objects in Struggles, Struggles over Objects », in Accornero, G., Jasper, J. (eds), Interpreting Protest and Social Movements, Bristol, Bristol University Press, à paraître, 2027.
- « Black Lives Matter vaut bien une messe. La liturgie sérieuse d'un collectif irrévérencieux », Critique internationale, n° 112, 2026.
- (Avec C. Guionnet), L'ordinaire des rapports au genre, Villeneuve-d'Ascq, PUS, 2025.
- « Playing is not Consenting », in Buscatto, M., Karttunen, S., Provansal, M. (eds), Gender-Based Violence in Arts and Culture, Cambridge, Open Book Publishers, 2025 [traduction de « Jouer n'est pas consentir », dans Cavalin, C., Da Silva J., Delage, P., Despontin-Lefèvre, I., Lacombe, D., Pavard, B. (dir.), Les violences sexistes après #Metoo, Paris, Presses des Mines, 2022, p. 129-143].
- « Le shaming comme arme morale de dénonciation », Revue française de science politique, vol. 74, n° 2, 2024, p. 281-315.
- (Avec E. Saitta), « L'ignorance de genre en santé. Exhumer des savoirs que l'on ignore (encore) », Sciences sociales et santé, vol. 42, n°2, 2024, p. 61-74.
- (Avec F. Bagnaud, R. Bécot, C. Comer, M. Moalic, C. Morin, A. Picard, P. Rouxel et S. Ségas), Quand Rennes proteste, Rennes, PUR, 2023.

ELECTIONS 2026

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **Ulrike LEPONT**

Ulrike Lepont est chargée de recherche au CNRS au Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE) de Sciences Po.



Profession de foi

Je me porte candidate au Conseil d'administration de l'AFSP parce que je suis attachée au rôle que joue l'association dans l'animation et la structuration de notre communauté scientifique, et parce que je souhaite contribuer à une science politique qui dispose des conditions nécessaires pour développer une recherche autonome, exigeante et empiriquement fondée.

L'AFSP est d'abord un lieu qui permet de faire vivre la discipline et les échanges scientifiques : à travers ses congrès et journées d'étude, ses réseaux thématiques, ses activités de formation et les nombreux espaces de discussion qu'elle contribue à créer. Je souhaiterais participer à cette dynamique, en étant notamment attentive aux échanges entre sous-champs de la discipline, entre générations de chercheurs et entre institutions, ainsi qu'à l'ouverture internationale de la communauté française de science politique.

Je souhaite également que l'AFSP puisse contribuer à la réflexion collective sur les conditions d'exercice de notre métier. Les carrières scientifiques connaissent aujourd'hui des transformations importantes, qui affectent particulièrement les débuts de carrière et les situations de précarité, mais concernent plus largement l'ensemble des politistes : évolution des rémunérations, augmentation des charges administratives, intensification du travail et contraintes pesant sur les moyens de la recherche. Sans se substituer aux organisations syndicales, l'AFSP peut contribuer à mieux documenter ces évolutions et à faire circuler l'information et les réflexions au sein de la communauté.

Enfin, je souhaiterais porter une attention particulière aux conditions de production de la recherche empirique, qui constitue une dimension essentielle de la science politique. Entretiens, observations, archives, enquêtes comparatives ou travail sur des données originales nécessitent du temps, des financements et des conditions matérielles adaptées. Ces exigences me paraissent devoir être davantage prises en compte dans les politiques de recherche et les pratiques d'évaluation.

Chercheuse au CNRS, mon propre parcours, marqué par plusieurs années de contrats successifs avant l'accès à un emploi permanent, et mes recherches fondées sur des enquêtes empiriques en France, en Europe et aux États-Unis m'ont rendue particulièrement sensible à ces enjeux. Je souhaiterais mettre cette expérience au service de l'AFSP et de sa communauté.

Curriculum Vitæ

Ulrike Lepont est politiste, chargée de recherche au CNRS au Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE) de Sciences Po.

Ses recherches, qui s'inscrivent dans la sociologie de l'action publique, portent sur les transformations de l'action de l'État, qu'elle étudie à travers deux objets principaux. Le premier est celui des politiques économiques et des transformations contemporaines de l'intervention de l'État dans l'économie depuis la crise de 2008. Elle a proposé le concept d'« État investisseur » pour caractériser ces transformations en France. Le second est celui de la production de l'expertise publiques et des politiques de protection maladie aux Etats-Unis.

Ses travaux s'appuient principalement sur des enquêtes qualitatives et de terrain, combinant entretiens, prosopographie et analyse documentaire. Elle privilégie une approche inductive, attentive aux acteurs de l'action publique et à leurs pratiques concrètes.

Avant de rejoindre le CNRS en 2021, elle a occupé plusieurs postes d'enseignement et de recherche à l'Université de Montpellier, à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et à Sciences Po. Elle a également une activité d'enseignement en politiques européennes et en sociologie de l'action publique.

Elle est l'autrice de Le gouvernement des idées. Santé, expertise et démocratie aux États-Unis (ENS Éditions, 2026) ainsi que d'articles publiés dans des revues françaises et internationales de science politique et de sociologie.

ELECTIONS 2026

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **Sandrine LÉVÊQUE**

Sandrine Lévêque est professeure de science politique à Sciences Po Lille et membre du laboratoire CERAPS.



Profession de foi

Au terme de quatre années d'un premier mandat au Conseil d'administration de l'AFSP, je mesure pleinement l'importance de l'engagement au sein d'une association professionnelle comme la nôtre. Le monde académique a changé, et avec lui les missions de l'AFSP et de celles et ceux qui, comme moi, s'y investissent. Je suis d'abord profondément attachée à l'AFSP en tant que société savante : elle permet à la communauté des politistes de faire vivre scientifiquement notre discipline et de la défendre. À l'heure où la science elle-même fait l'objet de menaces et de remises en cause, garantir la qualité et la rigueur de nos travaux est plus que jamais essentiel : c'est aussi la meilleure manière de défendre notre discipline. Cette mission demeure au cœur de mon engagement.

Mais l'AFSP n'est pas seulement une société savante. Alors que les moyens alloués à la recherche se réduisent et que la précarisation des enseignant·es et des chercheur·es s'accroît, il nous revient de défendre les conditions concrètes d'exercice de notre métier, pour nos collègues comme pour nos étudiant·es. Il ne s'agit pas de se substituer à d'autres organisations, notamment syndicales, mais de rappeler une évidence : de bonnes conditions de travail et d'enseignement sont la condition d'une recherche de qualité. Je continuerai ainsi à prendre part à la réflexion et à la défense du statut des enseignant·es-chercheur·es comme je l'ai fait durant plusieurs années comme présidente de la section 04 du Conseil national des universités et à veiller au renouvellement d'un corps de titulaires trop souvent menacé.

La science politique attire de plus en plus d'étudiant·es, et ce succès est aussi un défi. Il suscite notamment le développement d'une offre de formation privée, souvent coûteuse et déconnectée de la recherche, qui ne présente pas les mêmes garanties de qualité. Face à cette concurrence, il nous faut défendre un enseignement public de la science politique exigeant, adossé à une recherche elle-même exigeante et protégée.

Enfin, à l'approche d'une échéance électorale majeure pour notre pays, la défense des libertés académiques, déjà fragilisées, est plus que jamais une priorité. L'AFSP doit pouvoir faire entendre la voix de notre communauté.

C'est pour poursuivre ce travail collectif que je sollicite à nouveau votre confiance.

Curriculum Vitæ

Je suis professeure à Sciences Po Lille et chercheuse au CERAPS depuis 2020. J'ai commencé ma carrière à la fin des années 90, comme maîtresse de conférences dans un département juridique d'une université nouvelle, celle d'Évry Val d'Essonne. Après avoir enseigné à Paris 1 en tant que maîtresse de conférences, j'ai rejoint l'Université de Lyon 2 et le laboratoire TRIANGLE comme professeure de science politique. Je suis particulièrement attachée à la complémentarité entre enseignement et recherche, et j'ai veillé dans les établissements divers dans lesquels j'ai exercé à mener une carrière équilibrée entre ces deux activités.

Sur le plan de la recherche, après une thèse sur la sociologie de la profession journalistique, j'ai orienté mes travaux sur la question de la professionnalisation politique et sur les processus de légitimation politique que j'étudie à partir d'une analyse des effets de la loi sur la parité sur le jeu politique. J'adopte dans mes recherches une perspective résolument pluridisciplinaire attentive aux autres sciences sociales. Je m'intéresse aussi à question de la féminisation de l'espace journalistique à laquelle j'ai consacrée mon mémoire de HDR et à la sociologie électorale dans le cadre de projets collectifs que j'affectionne particulièrement.

J'ai eu plusieurs responsabilités et engagement collectif. J'ai été présidente de la section 04 du CNU entre 2019 et 2023 et je suis 2024 directrice adjointe chargée de la recherche à Sciences Po Lille.

ELECTIONS 2026

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **Anne-Laure MAHÉ**



Anne-Laure Mahé est maîtresse de conférences en science politique à Sciences Po Toulouse et membre du laboratoire UTOPI.

Profession de foi

Maîtresse de conférences à Sciences Po Toulouse, je me porte pour la première fois candidate au Conseil d'administration de l'AFSP. Alors que les libertés académiques sont attaquées, que nos conditions de travail se dégradent et que la précarité des jeunes chercheur·es s'aggrave, continuer à construire du collectif me semble indispensable. Cette candidature prolonge mes engagements contre les discriminations et les violences sexistes et sexuelles, pour le lien social dans un milieu où nos agendas nous en laissent rarement le temps, et aux côtés des doctorant·es et jeunes chercheur·es. C'est aussi une manière de m'investir en retour dans une association dont j'ai beaucoup bénéficié, notamment à travers ses congrès.

Après une thèse soutenue au Canada, j'ai occupé pendant six ans des postes contractuels en France et à Londres, en partie hors de l'université, tout en multipliant les vacations. Cette trajectoire non linéaire, de plus en plus fréquente, m'a rendue attentive à la précarité, aux mobilités contraintes et aux inégalités qui traversent nos métiers, et m'a exposée à diverses façons de faire la science politique. Je souhaite ainsi contribuer à deux chantiers principaux.

En premier lieu, celui des carrières et du soutien aux collègues : nous observons aujourd'hui des titularisations de plus en plus tardives, une préparation de l'HDR ou de l'agrégation dans des conditions inégales selon les statuts et les établissements, et un nombre croissant de politistes en poste hors des universités et des organismes publics. L'AFSP peut porter le débat sur l'inclusion et le soutien de ces collègues, dont les parcours s'écartent des trajectoires usuelles pour des raisons avant tout structurelles. Cette discussion doit nécessairement inclure une réflexion sur la manière dont la structuration des carrières renforce les inégalités sociales.

En second lieu, celui de l'éthique et de la déontologie de la recherche : ces questions sont au cœur de mes enseignements, de mes recherches et de mes missions à Sciences Po Toulouse, où je suis chargée de la réflexion sur l'IA. Alors que l'usage croissant de l'IA bouleverse nos pratiques, il me semble urgent de produire des lignes directrices sur ces usages dans l'enseignement comme dans la recherche.

Curriculum Vitæ

Maîtresse de conférences en science politique à Sciences Po Toulouse depuis 2024 et membre du laboratoire UTOPI (UMR 5311), je travaille sur l'autoritarisme, la violence politique et les politiques de développement en Afrique et m'intéresse notamment au cas du Soudan. Diplômée de Sciences Po Bordeaux, j'ai soutenu ma thèse à l'Université de Montréal et ai ensuite été chercheuse sur l'Afrique de l'Est à l'IRSEM (ministère des Armées, 2018-2022), tout en enseignant comme vacataire (Paris 1, Paris 8, Sciences Po Paris, Université catholique de Lille). Entre 2022 et 2024, j'ai été fellow en méthodologie qualitative à la LSE. À Sciences Po Toulouse, je suis co-responsable du master Relations Internationales : Nouveaux enjeux et gestion de crise et, depuis la rentrée 2026, je suis chargée de mener la réflexion sur l'IA et les innovations pédagogiques. Je m'intéresse par ailleurs aux approches critiques de la pédagogie et à la diffusion des savoirs, ayant mis en place au fil des années des projets de blogs de vulgarisation en bande dessinée et une émission de radio sur la politique internationale.

PUBLICATIONS RÉCENTES

- Merci Président. Développement et domination autoritaire au Soudan, Presses universitaires du Septentrion, 2026.
- « Documenter les purges en contexte autoritaire : les archives comme pratique contestataire au Soudan (1989-2019) », Critique internationale, n° 102, 2024.
- avec M.-E. Desrosiers, "The Mediation of Autocratic Regimes: How Local Officials Shaped Authoritarian Systems in Rwanda and Sudan", African Studies Review, 67(1), 2024, 129-156.
- avec S. Martel, "Crisis narratives and institutional resilience: a framework for analysis", Journal of International Relations and Development, 26, 2023, 505-529.

ELECTIONS 2026

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **Cédric PASSARD**

Cédric Passard est professeur de science politique à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et membre du laboratoire Triangle.



Profession de foi

Membre de l'AFSP depuis de nombreuses années, je me suis notamment investi dans le groupe « Enseigner la science politique », que je co-anime avec Marie-Hélène Sa Vilas Boas. Ce travail collectif m'a conforté dans l'idée que notre association constitue un espace essentiel de rencontres et d'échanges entre collègues. Je souhaiterais aujourd'hui prolonger cet engagement en participant, pour la première fois, à son Conseil d'administration.

Ayant enseigné successivement en lycée, dans un IEP et désormais dans une faculté de droit, j'ai connu des contextes institutionnels et pédagogiques très différents. Ce parcours m'a particulièrement sensibilisé aux inégalités entre les établissements, mais aussi à la nécessité de mieux reconnaître l'investissement pédagogique et de favoriser les échanges sur nos pratiques. Il me semble important de poursuivre le dialogue avec les collègues du secondaire et de soutenir le développement des formations universitaires en science politique, dont l'attractivité ne s'accompagne pas toujours des moyens nécessaires. L'essor des formations privées appelle, par ailleurs, une régulation exigeante afin de garantir la qualité des enseignements dispensés et de prévenir les dérives commerciales.

Dans un contexte marqué par les restrictions budgétaires, la précarisation des carrières, la bureaucratisation croissante du travail universitaire et le renforcement des logiques managériales, je souhaite défendre collectivement le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, l'autonomie de notre discipline et les libertés académiques, aujourd'hui confrontées à différentes formes d'ingérences et d'attaques politiques. J'aurais à cœur de faire vivre une communauté scientifique attentive à la diversité des situations professionnelles et institutionnelles, au-delà des logiques de concurrence qui minent trop souvent le monde universitaire.

Enfin, je suis très attaché au pluralisme des approches et des méthodes, ainsi qu'au dialogue entre les spécialisations de la science politique et avec les autres sciences humaines et sociales. L'AFSP a, à cet égard, un rôle central à jouer pour soutenir les initiatives collectives et animer le débat scientifique. Il importe également de mieux faire connaître les travaux des politistes auprès d'un public plus large, dans le respect de leur indépendance scientifique.

C'est dans cet esprit, avec le souci de contribuer à la vie de notre discipline, que je sollicite votre confiance.

Curriculum Vitæ

Professeur de science politique à l'Université Jean Moulin Lyon 3 depuis 2025, je suis membre du laboratoire Triangle (UMR 5206) et membre associé du GRAL à l'Université libre de Bruxelles (ULB). Diplômé de l'IEP de Lille, agrégé de SES et docteur en science politique de l'Université de Lille (2013), j'ai enseigné dans le secondaire avant d'être recruté comme PRAG puis maître de conférences à Sciences Po Lille, où j'étais rattaché au CEPEN puis au CERAPS. J'ai rejoint Lyon 3 après ma réussite au concours national d'agrégation de science politique. J'ai également été enseignant invité aux universités de Katowice (Pologne) et de Szeged (Hongrie).

Mes recherches concernent principalement la sociologie historique du politique et l'histoire (sociale) des idées, la sociologie de la littérature et des discours politiques, les réformes et débats électoraux, les structurations et recompositions de l'espace public. Je participe aussi à la diffusion des savoirs en science politique, notamment à travers la rédaction de manuels et d'ouvrages destinés à un public plus large que celui des seuls spécialistes.

À Sciences Po Lille, j'ai été responsable de la première année, co-responsable de la préparation à l'agrégation de SES avec l'Université de Lille et élu à la Commission scientifique et au Conseil d'administration. À Lyon 3, je suis co-responsable de la licence de Droit mineure science politique, et d'un parcours de master. J'ai par ailleurs été membre élu du CNU (2019-2023).

Je suis co-directeur de la revue Mots. Les langages du politique (ENS Editions) et membre du comité de rédaction de Quaderni. Au sein de l'AFSP, je coanime avec Marie-Hélène Sa Vilas Boas le groupe « Enseigner la science politique ».

Quelques publications récentes :

- De quoi se moque-t-on ? Satire et liberté d'expression, CNRS Éditions, 2021 (codir. avec D. Ramond).
- Le porte-parole. Fondements et métamorphoses d'un rôle politique, Presses universitaires du Septentrion, 2022 (codir. avec S. Hayat et N. Kaciaf).
- Les idées politiques comme faits sociaux. Terrains, méthodes d'enquête, analyses, Atlande, 2024 (dir.).
- Les usages politiques de l'insulte, Classiques Garnier, 2024 (dir.).
- Grand cours de science politique, Hachette, 2024 (avec E. Keslassy).
- Enseigner la science politique aujourd'hui. Des contenus aux pratiques, PUG, à paraître en janvier 2027 (avec D. Mouchard et M-H Sa Vilas Boas).

Page web : https://triangle.ens-lyon.fr/spip.php?article13255

ELECTIONS 2026

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **Frédéric SAWICKI**

Frédéric Sawicki est professeur de science politique à l'Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne et membre du laboratoire CESSP.



Profession de foi

Maître de conférences, puis professeur de science politique, successivement à l'Université Lille 2 de 1993 et 2008 et Paris 1-Panthéon-Sorbonne depuis 2008, mes travaux ont porté principalement sur les organisations partisanes et les engagements militants, tout faisant des incursions dans le domaine des élites gouvernantes et des politiques publiques (politiques scolaires et politiques sportives). J'ai toujours concilié mon métier d'enseignant-chercheur avec un fort investissement dans le travail collectif : au sein de la revue Politix, à la tête pendant 10 ans de l'UMR Ceraps, en dirigeant un projet ANR sur l'engagement des enseignants, deux projets ECOS d'échange scientifique avec le Chili, en organisant de nombreux colloques, dont 8 tables-rondes et ateliers de l'AFSP. J'ai été amené, au cours de ma carrière, à siéger dans de très nombreuses instances de recrutement, d'évaluation et de financement de la recherche : comité national du CNRS, jury d'agrégation, comités de programme de l'ANR, comités de visite de l'HCERES, conseil scientifique des maisons des sciences de l'homme de Strasbourg et de Lille…

Membre de l'AFSP depuis 1988, j'ai intégré en 2018 son conseil d'administration pour la première fois qui m'a élu membre de son bureau depuis 2020. J'y ai été chargé des relations avec les institutions. J'ai été élu fin 2021 puis réélu en 2025 pour trois ans, président du comité d'éthique de l'AFSP. À cette place j'ai coordonné la rédaction d'un Guide des bonnes pratiques de recherche en science politique adopté lors de notre dernière Assemblée générale au Congrès de Lyon. C'est pour me permettre de remplir à terme ce second mandat que je sollicite mon renouvellement. Je considère en effet que notre discipline doit se doter de ses propres instruments de régulation, face au ministère aussi bien que face aux grands organismes de recherche qui promeuvent des normes mal ou non applicables aux SHS.

Curriculum Vitæ

Né le 23/01/1963 – 3 enfants

DIPLÔMES ET TITRES UNIVERSITAIRES :
- Diplômé de Sciences Po Paris (1986).
- Maîtrise en sociologie - Université Paris V-René Descartes (1986).
- Doctorat en science politique - Université Paris I-Panthéon-Sorbonne (1993).
- Agrégation de science politique (1995).

CARRIÈRE UNIVERSITAIRE :
- Professeur de science politique à l'Université Lille 2 (septembre 1993-août 1995).
- Maître de conférences (1993-1995) puis professeur de science politique à l'Université Lille 2 (1995-2009)
- Professeur de science politique à l'Université Paris I-Panthéon-Sorbonne (depuis septembre 2009)

PRINCIPALES RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES EN COURS :
- Membre du comité de rédaction de la revue Politix (depuis 1988) – co-rédacteur en chef (2012-2017), responsable de la rubrique « Lectures ».
- Professeur délégué aux thèses de l'Ecole doctorale de science politique de Paris I (depuis 2013).
- Président du Conseil consultatif scientifique de science politique de l'Université Paris I (depuis 2014).
- Membre du conseil scientifique de la Maison internationale des sciences de l'homme d'Alsace (depuis 2014).
- Membre (depuis 2015) puis président (à partir de 2018) du conseil scientifique de la Maison européenne des sciences de l'homme et de la société du Nord-Pas-de-Calais-Picardie
- Membre du conseil scientifique des rencontres Recherche-Création de l'ANR et du Festival d'Avignon (depuis 2017)
- Membre du conseil d'administration de la Fondation Mattei Dogan (depuis 2019)

RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES EN COURS :
- Directeur de la mention de master 2 « Administration du politique » en formation continue de l'Université Paris 1 (depuis septembre 2015)
- Directeur de la mention de master Enquêtes, études, expertise de l'Université Paris 1 (depuis 2022)
- Président du comité consultatif scientifique de science politique de l'Université Paris 1 (depuis 2016)
- Professeur délégué aux thèses et aux HDR de l'Université Paris 1 (depuis 2021)

THÈMES PRINCIPAUX DE RECHERCHE :
- Sociologie et histoire du milieu socialiste
- Logiques et transformations de l'engagement associatif, politique et syndical
- Sociologie du monde enseignant et des politiques scolaires
- Analyse du métier politique
- Analyse localisée du politique

DERNIÈRES PUBLICATIONS :
- « Partis et territoires », in Haegel (F.), Persico (S.) (dir.), Traité de science politique. Les partis politiques, Bruxelles, Larcier, 2023.
- (avec Igor Martinache) (dir.), La fin des partis politiques ?, Paris, PUF, « La vie des idées », 2020.